

ADRESSE AUX RETRAITES

LE CHEMIN de L'ESPOIR , LA LUTTE

Le 31 mars 2021 des milliers et des milliers de retraités se sont mobilisés et ont manifesté dans de nombreuses villes en France.

Le pouvoir en place nous méprise, cherche à nous culpabiliser, ne répond absolument pas à nos besoins et nos attentes. Au service de la finance, des multinationales, du patronat, Macron et son gouvernement ne vont jamais satisfaire nos revendications si nous ne sommes pas plus forts qu'aujourd'hui. Il n'y a rien à attendre de rencontres, de soi-disantes négociations avec les gouvernants sans un rapport de forces favorable aux retraités. Pour cela, nous n'avons pas d'autre choix que d'élargir notre lutte syndicale et politique.

Luttons pour notre pouvoir d'achat : 300 euros d'augmentation immédiatement

Le pouvoir d'achat des retraités n'a cessé de reculer depuis de nombreuses années. C'est le résultat des politiques des gouvernements de droite ou socialiste qui ont gelé ou très faiblement revalorisé nos pensions. La complémentaire du privé AGIRC-ARCCO a été bloquée plusieurs années de suite par l'accord entre le patronat et des syndicats réformistes. Macron a aussi augmenté la CSG et pris des mesures fiscales contre les retraités. En fait, les 300 euros d'augmentation des pensions que nous revendiquons constituent un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.

Aussi, il faut continuer à se battre pour que nos pensions soient revalorisées tous les ans au niveau de l'augmentation moyenne des salaires. Il ne peut y avoir de renoncement par l'UCR CGT sur cette revendication, afin de maintenir l'unité des syndicats et associations participant au « groupe des 9 ».

Combattre la régression sociale : non au système de retraite par points

Cette orientation est d'autant plus justifiée que depuis la réforme Balladur et les suivantes inspirées par le Livre Blanc du socialiste Rocard en 1991, le taux de remplacement du salaire par la pension n'a cessé de diminuer.

La réforme Macron, le système à points avec un minimum de pension à 1000 euros a pour objectif d'accélérer ce mouvement de baisse pour les futurs retraités ; elle met un terme au système collectif construit à la Libération par A. Croizat, pour un système d'assurance individualisé ; il sera complété pour ceux qui en ont les moyens par un plan d'épargne retraite dans le droit fil du « PEPP, plan européen d'épargne-retraite » élaboré par la commission européenne. Ce recul social et historique ne doit pas voir le jour ; ne cessons pas de le combattre idéologiquement, politiquement, car nous savons que cette réforme reste dans les tiroirs et qu'elle peut ressortir très rapidement. Nous dénonçons la Confédération syndicale européenne (CES) à laquelle est toujours malheureusement affiliée la CGT, qui valide cette politique et participe ainsi à cette régression sociale.

S'agissant des retraites, le seul programme des capitalistes et de l'Etat à leur service, c'est de baisser les pensions et de favoriser la capitalisation, d'allonger l'âge de départ à la retraite, au nom bien entendu, d'une bonne gestion. Plus que jamais, le capitalisme va à l'encontre du progrès social, toujours plus à la recherche du profit ; il n'y a donc pas d'autre solution que de

rompre avec ce système d'exploitation et d'inégalités pour retrouver le chemin du progrès social, et répondre aux besoins et attentes du pays.

Ne baissons pas nos revendications, au contraire élevons nos exigences pour la retraite !

- pour le financement de nos retraites, l'augmentation du taux de la cotisation retraite, gelée depuis 1979, constitue un enjeu majeur actuel ; l'augmentation des salaires et l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes font rentrer des cotisations supplémentaires dans les caisses de retraite ; enfin, la taxation de la valeur ajoutée et des actions vient aussi renforcer le financement de nos pensions.

- le calcul des retraites sur la base de 75% minimum du meilleur salaire brut et un minimum retraite égal au SMIC à 1800 euros : un salaire continué en quelque sorte pour tous les salariés payés au SMIC.

- l'âge légal et politique fixé à 60 ans après une carrière complète de 37,5 ans, et fixé à 55 ans pour les métiers pénibles.

Nous avons besoin d'orientations anticapitalistes qui se fixent comme objectif la réponse aux attentes populaires. Pour mener les combats sur ces revendications, nous devons travailler à unir retraités et salariés dans la lutte et sans faiblesse avec les syndicats et forces réformistes.

Créer massivement des emplois à l'hôpital et dans le secteur médico-social

La pandémie à la covid-19 frappe durement les populations dans le monde et particulièrement parmi les retraités. Il est tout à fait remarquable qu'un pays socialiste comme la Chine (3 fois la population de l'Union Européenne) ait réussi à limiter le nombre de mort, produit des vaccins et fait repartir leur économie et la coopération avec de nombreux pays. Qu'aurait-on dit si les USA, l'UE avaient obtenu un tel résultat ? Il n'en est rien, les pays capitalistes dominants comptent leurs morts par centaines de milliers, plus de 500000 aux USA et 100000 en France.

Dans notre pays, depuis plus d'un an le virus et la politique du pouvoir n'ont pas épargné les Français. Nous avons respecté les consignes mais aussi subi le manque de masque, puis de test, puis de vaccin aujourd'hui. L'hôpital public en première ligne, est soumis depuis de nombreuses années à l'austérité, à la réorganisation permanente ; il doit faire face au prix d'une flexibilité du travail et des organisations insupportables pour les salariés qui n'en peuvent plus, mais restent des professionnels. Cette politique se conjugue avec des périodes de confinement pour l'ensemble de la population lorsque la tension dans les hôpitaux devient trop forte et c'est ainsi depuis plus d'un an puisque rien n'a été fait pour renforcer l'hôpital public. Au contraire, Macron a continué à supprimer des lits et des postes et n'a toujours pas répondu aux exigences des soignants pour leur salaire (300 euros d'augmentation), les créations de poste et de lit. C'est pourquoi, nous les retraités, les principales victimes du covid, nous soutenons les revendications salariales des soignants et personnels médico-social, et nous exigeons des créations massives d'emploi à l'hôpital public (100000 postes supplémentaires), dans les EHPAD (200000 créations d'emplois) et dans le secteur de l'aide à domicile (100000 emplois).

Fonds publics au secteur public

Les finances publiques doivent servir à cette politique et non pas aux laboratoires pharmaceutiques dont les profits ne cessent de grossir, financés par la Sécurité Sociale. Ce sont les fonds publics qui ont très largement permis de développer une recherche rapide pour le vaccin dans les pays capitalistes, aussi nous militons pour que les brevets soient un bien commun et que les vaccins soient gratuits pour tous sur toute la planète. Nous faisons de la nationalisation démocratique de SANOFI en particulier, une réponse aux besoins de développement de la recherche publique en lien avec une politique de santé publique, et en prévention à de nouveaux virus et pandémie.

Les patrons, le MEDEF si prompts à dénoncer la dette publique, à exiger l'austérité pour les services publics et les besoins sociaux, demandent et redemandent des financements publics qu'ils obtiennent par dizaines de milliards d'euros. Ainsi, l'Etat seul a tenu à bout de bras des secteurs entiers de l'économie, à socialiser les salaires de millions de salariés. On n'a pas vu les actionnaires mettre la main à la poche, renoncer à leur dividende pour financer l'économie ; au contraire, ils ont poursuivi la spéculation en bourse qui se porte mieux qu'avant la crise sanitaire et exigé des suppressions massives d'emploi pour maintenir la rentabilité de leurs capitaux.

Depuis plus d'un an maintenant, nous avons pu constater que l'Etat et les services publics sont indispensables pendant la crise en dépit de leur dégradation profonde due aux politiques menées ces dernières années ; il faut qu'ils le soient aussi pour en sortir, ce qui exige de renforcer leurs moyens d'action, de réserver les finances publiques pour le secteur public.

Développer le secteur et les services publics, c'est une orientation essentielle pour répondre aux besoins du pays, au progrès social, et c'est aussi mener le combat anticapitaliste si nécessaire pour des jours heureux.

S'il faut payer la facture, nous connaissons ceux qui doivent payer, les grosses fortunes, les actionnaires, les multinationales, et pas question que ce soient les retraités et les salariés !